

Kamer van Volksvertegenwoordigers

ZITTING 1961-1962.

8 FEBRUARI 1962.

WETSONTWERP

betreffende het rust- en overlevingspensioen
voor arbeiders en bedienden.

I. — AMENDEMENTEN

VOORGESTELD DOOR DE HEER DE PAEPE.

Art. 2.

A. — In hoofdorde :

Paragraaf 1 van dit artikel vervangen door wat volgt :

« § 1. De werknemer die doet blijken dat hij gewoonlijk en hoofdzakelijk in de zin van de wet van 21 mei 1955, tewerkgesteld is geweest gedurende alle jaren van de periode, ingaande op 1 januari 1945, en eindigend op 31 december van het jaar dat zijn 65^{ste} of 60^{ste} verjaardag voorafgaat, naargelang het een man of een vrouw betreft, of bij vervroegde ingangsdatum op 31 december, die de oppensioensstelling voorafgaat, heeft recht op een rustpensioen voor een volledige loopbaan. »

B. — In bijkomende orde :

Paragraaf 1 van dit artikel aanvullen met wat volgt :

« De periode die 1945 voorafgaat wordt bewezen door alle rechtsmiddelen, getuigen en vermoeden inbegrepen.

» Er bestaat vermoeden van tewerkstelling in de zin van de wet van 21 mei 1955 voor de perioden, tijdens welke de werknemer geen betrekking heeft gehad, krachtens welke hij onder één der pensioenregelingen viel, bedoeld in het eerste artikel, tweede lid, van hoger genoemde wet, of onder de pensioenregeling der koloniale bedienden, of in hoofdzaak een zelfstandig beroep heeft uitgeoefend, of huishoudelijk werk heeft verricht. »

Zie :

277 (1961-1962) :

- N° 1 : Wetsontwerp (+ erratum).
- N° 2 : Amendementen.

Chambre des Représentants

SESSION 1961-1962.

8 FÉVRIER 1962.

PROJET DE LOI

relatif à la pension de retraite et de survie
des ouvriers et des employés.

I. — AMENDEMENTS

PRESENTES PAR M. DE PAEPE.

Art. 2.

A. — En ordre principal :

Remplacer le § 1 du présent article par ce qui suit :

« § 1. Le travailleur qui justifie avoir été occupé habituellement et en ordre principal au sens de la loi du 21 mai 1955 pendant toutes les années de la période commençant le 1^{er} janvier 1945 et prenant fin le 31 décembre de l'année précédant le 65^e ou le 60^e anniversaire de sa naissance, selon qu'il s'agit d'un homme ou d'une femme, ou, en cas de date de prise de cours anticipée, le 31 décembre précédant la mise à la retraite a droit à la pension de retraite pour une carrière complète. »

B. — Subsidiairement :

Compléter le § 1 de cet article par ce qui suit :

« La période antérieure à 1945 peut être justifiée par toutes voies de droit, témoins et présomption compris.

» Il y a présomption d'occupation au sens de la loi du 21 mai 1955 pour les périodes pendant lesquelles le travailleur n'a pas eu d'occupation l'assujettissant à un des régimes de pension, visés à l'article premier, deuxième alinéa, de ladite loi, ou au régime de pension des employés coloniaux, ou pendant lesquelles il a exercé, en ordre principal, une profession indépendante ou a été occupé à des travaux ménagers. »

Voir :

277 (1961-1962) :

- N° 1 : Projet de loi (+ erratum).
- N° 2 : Amendements.

VERANTWOORDING.

De toepassing van de voorgestelde tekst zal aanleiding geven tot onoverkomelijke moeilijkheden; vele arbeiders, die wegens economische of andere redenen bij verscheidene werkgevers werden tewerkgesteld kunnen onmogelijk hun beroepsactiviteit bewijzen van 1926 af.

De huidige wetgeving vergt slechts een bewijsvoering voor de laatste vijftien jaar die de oppensioenstelling voorafgaan.

Art. 5.

In § 3, eerste lid, 8^{ste} regel, de datum :

« 1 januari 1926 »,

vervangen door :

« 1 januari 1945 ».

Art. 7.

A. — In hoofdorde :

Paragraaf 1 van dit artikel vervangen door wat volgt :

« § 1. De bediende die doet blijken dat hij gewoonlijk en hoofdzakelijk in de zin van de wet van 21 mei 1955, tewerkgesteld is geweest gedurende alle jaren van de periode, ingaande op 1 januari 1945, en eindigend op 31 december van het jaar dat zijn 65^{ste} of 60^{ste} verjaardag voorafgaat, naargelang het een man of een vrouw betreft, of bij vroegde ingangsdatum op 31 december, die de oppensioenstelling voorafgaat, heeft recht op een rustpensioen voor een volledige loopbaan. »

B. — In bijkomende orde :

Paragraaf 1 van dit artikel aanvullen met wat volgt :

« De periode die 1945 voorafgaat wordt bewezen door alle rechtsmiddelen, getuigen en vermoeden inbegrepen.

« Er bestaat vermoeden van tewerkstelling in de zin van de wet van 21 mei 1955 voor de perioden, tijdens welke de bediende geen betrekking heeft gehad, krachtens welke hij onder één der pensioenregelingen viel, bedoeld in het eerste artikel, tweede lid, van hoger genoemde wet, of onder de pensioenregeling der koloniale bedienden, of in hoofdzaak een zelfstandig beroep heeft uitgeoefend, of huishoudelijk werk heeft verricht. »

VERANTWOORDING.

De toepassing van de voorgestelde tekst zal aanleiding geven tot onoverkomelijke moeilijkheden; vele bedienden, die wegens economische of andere redenen bij verscheidene werkgevers werden tewerkgesteld kunnen onmogelijk hun beroepsactiviteit bewijzen van 1926 af.

De huidige wetgeving vergt slechts een bewijsvoering voor de laatste vijftien jaar die de oppensioenstelling voorafgaan.

Art. 10.

In § 3, eerste lid, 7^{de} regel, de datum :

« 1 januari 1926 »,

vervangen door :

« 1 januari 1945 ».

JUSTIFICATION.

L'application du texte proposé donnera lieu à des difficultés insurmontables; de nombreux ouvriers qui, pour des raisons économiques ou autres, ont été occupés chez plusieurs employeurs, se trouvent dans l'impossibilité de fournir la preuve de leur activité professionnelle à partir de 1962.

La législation actuelle ne demande de justification que pour les quinze années qui précèdent la mise à la retraite.

Art. 5.

Au premier alinéa du § 3, 7^e ligne, remplacer la date :

« 1^{er} janvier 1926 »,

par :

« 1^{er} janvier 1945 ».

Art. 7.

A. — En ordre principal :

Remplacer le § 1 de cet article par ce qui suit :

« § 1. L'employé qui justifie avoir été occupé habituellement et en ordre principal au sens de la loi de 21 mai 1955 pendant toutes les années de la période commençant le 1^{er} janvier 1945 et prenant fin le 31 décembre de l'année précédant soit le 65^e ou le 60^e anniversaire de sa naissance, selon qu'il s'agit d'un homme ou d'une femme, ou, en cas de date de prise de cours anticipée, le 31 décembre précédant la mise à la pension, a droit à la pension de retraite pour une carrière complète. »

B. — Subsidiairement :

Compléter le § 1 de cet article par ce qui suit :

« La période antérieure à 1945 peut être justifiée par toutes voies de droit, témoins et présomption compris.

« Il y a présomption, d'occupation au sens de la loi du 21 mai 1955 pour les périodes pendant lesquelles l'employé n'a pas eu d'occupation l'assujettissant à un des régimes de pension, visés à l'article premier, deuxième alinéa, de ladite loi, ou au régime de pension des employés coloniaux, ou pendant lesquelles il a exercé, en ordre principal, une profession indépendante ou a été occupé à des travaux ménagers. »

JUSTIFICATION.

L'application du texte proposé donnera lieu à des difficultés insurmontables; de nombreux employés qui, pour des raisons économiques ou autres, ont été occupés chez plusieurs employeurs, se trouvent dans l'impossibilité de fournir la preuve de leur activité professionnelle à partir de 1962.

La législation actuelle ne demande de justification que pour les quinze années qui précèdent la mise à la retraite.

Art. 10.

Au premier alinéa du § 3, 7^e ligne, remplacer la date :

« 1^{er} janvier 1926 »,

par :

« 1^{er} janvier 1945 ».

P. DE PAEPE.
Mevr. DE RIEMAECKER-LEGOT.
J. POSSON.
N. DUVIVIER.
O. DE MEY.

II. — AMENDEMENTS PRESENTES PAR M. OLISLAEGER.

Article premier.

1. — Au premier alinéa, supprimer les mots :

« ... qui a pris cours effectivement le 1^{er} janvier 1962 ».

2. — Au 2^o, 7^o et 8^o lignes, supprimer les mots :

« ... pour lesquelles il n'a pas été justifié d'une occupation habituelle et en ordre principal ».

JUSTIFICATION.

Ces amendements tendent à maintenir le principe actuel d'octroyer une pension minimum garantie aux travailleurs qui justifient une carrière complète. Il importe cependant de ne pas accorder une pension dont le montant serait supérieur au salaire réel en faveur des travailleurs qui ont exercé occasionnellement ou partiellement une activité professionnelle.

Art. 2.

Remplacer cet article par ce qui suit :

« L'article 9, § 1, premier alinéa, de la loi du 21 mai 1955 relative à la pension de retraite et de survie des ouvriers est remplacé par la disposition suivante :

« § 1. Le travailleur qui justifie avoir été occupé habituellement et en ordre principal au sens de la loi du 21 mai 1955 et à ses arrêtés d'exécution pendant toute la période commençant au plus tôt le 1^{er} janvier 1945 et prenant fin à la date de son 65^e ou 60^e anniversaire, selon qu'il s'agit d'un homme ou d'une femme, ou à la date de prise de cours anticipée de la pension, a droit à la pension de retraite pour une carrière complète.

« § 2. Le travailleur qui ne justifie pas avoir été occupé pendant toute la période prévue à l'article 8 et qui ne répond pas aux conditions fixées par le § 1 du présent article mais qui justifie avoir exercé habituellement et en ordre principal successivement ou alternativement :

« soit une occupation visée à l'article premier, alinéa premier, ou a ses arrêtés d'exécution;

« soit une occupation en vertu de laquelle il a été assujéti à l'un des régimes de pension visés au deuxième alinéa de l'article premier ou au régime de pension des employés coloniaux;

« soit une occupation comme travailleur indépendant;

« pendant toutes les années comprises entre le 1^{er} janvier 1926 ou le 1^{er} janvier de l'année de son 20^e anniversaire et son 65^e ou 60^e anniversaire, selon qu'il s'agit d'un homme ou d'une femme, ou encore la date de prise de cours anticipée de la pension, a droit à une pension de retraite correspondant à une fraction dont le numérateur représente le nombre d'années civiles d'occupation justifiées au sens de la présente loi et le dénominateur le nombre d'années de la période de référence déterminée à l'alinéa premier. »

II. — AMENDEMENTEN VOORGESTELD DOOR DE HEER OLISLAEGER.

Eerste artikel.

1. — In het eerste lid, de woorden weglaten :

« ... dat daadwerkelijk voor de eerste maal vóór 1 januari 1962 ingaat ».

2. — In 2^o, op de 7^o en de 8^o regel, de woorden weglaten :

« ... waarvoor geen gewoonlijke en hoofdzakelijke tewerkstelling als arbeider bewezen is ».

VERANTWOORDING.

Deze amendementen beogen het behoud van het huidige principe, krachtens hetwelk een gewaarborgd minimumpensioen wordt verleend aan arbeiders die het bewijs leveren van een volledige loopbaan. Het komt er echter op aan dat aan arbeiders, die toevallig of gedeeltelijk een beroepsbezigheid hebben uitgeoefend, geen pensioen met een hoger bedrag dan het werkelijke loon wordt toegekend.

Art. 2.

Dit artikel vervangen door wat volgt :

« Artikel 9, § 1, eerste lid, van de wet van 21 mei 1955 betreffende het rust- en overlevingspensioen voor arbeiders wordt vervangen door volgende bepaling :

« § 1. De werknemer die doet blijken dat hij gewoonlijk en hoofdzakelijk, in de zin van de wet van 21 mei 1955 en van de uitvoeringsbesluiten ervan, tewerkgesteld is geweest gedurende de gehele periode welke ten vroegste ingaat op 1 januari 1945 en eindigt op de datum van zijn 65^e of 60^e verjaardag, naargelang het een man of een vrouw betreft, of op de vervroegde ingangsdatum van zijn pensioen, heeft recht op een rustpensioen voor een volledige loopbaan.

« § 2. De werknemer die niet doet blijken dat hij gedurende het gehele, bij artikel 8 bedoelde tijdvak werkzaam is geweest en die niet voldoet aan de in § 1 van dit artikel gestelde eisen, doch die doet blijken dat hij gewoonlijk en hoofdzakelijk, achtereenvolgens of afwisselend heeft uitgeoefend :

« hetzij een activiteit zoals bedoeld in het eerste lid van het eerste artikel of de uitvoeringsbesluiten ervan;

« hetzij een activiteit waardoor hij onderworpen is geweest aan een der in het tweede lid van het eerste artikel bedoelde pensioenregelingen of aan de pensioenregeling der koloniale bedienden;

« hetzij een activiteit als zelfstandige;

« gedurende alle jaren tussen 1 januari 1926 of 1 januari van het jaar van zijn 20^{ste} verjaardag, en zijn 65^{ste} of 60^{ste} verjaardag, naargelang het een man of een vrouw betreft, of wel de vervroegde ingangsdatum van de pensionering, heeft recht op een rustpensioen dat overeenstemt met een fractie waarvan de teller het aantal kalenderjaren van tewerkstelling vertegenwoordigt, verantwoord in de zin van onderhavige wet, en de noemer het aantal jaren van het in het eerste lid bepaalde referentietijdvak. »

JUSTIFICATION.

En vue de rencontrer l'objectif du projet de loi, l'amendement propose le raccourcissement de la période de transition.

La modification proposée au § 1 de l'article 9 de la loi du 21 mai 1955 permet de considérer comme étant atteinte à 45 ans la durée de carrière professionnelle.

La modification proposée au § 2 de ce même article supprime la prise en charge par le régime de pension des ouvriers des années antérieures à 1926 et aura pour conséquence de raccourcir de 30 années la période de transition. En effet en 1970 la carrière de 45 années sera atteinte.

Il n'a pas paru utile de modifier le § 3 de l'article 9 étant donné qu'il prévoit déjà le calcul de la pension sur base des années à justifier depuis le 1^{er} janvier 1926.

Art. 2bis (nouveau).

Insérer un article 2bis (nouveau), libellé comme suit :

« Les montants des rémunérations forfaitaires fixés à l'article 3, premier alinéa, de la loi du 21 mai 1955 sont remplacés respectivement par les chiffres « 53 333 » et « 48 333 ».

« Au deuxième alinéa du même article, les chiffres « 46 666 » sont remplacés par « 83 333 ».

« Ces montants sont rattachés à l'indice 110 des prix de détail et subissent les mêmes modifications que celles prévues pour les pensions en application des dispositions de l'article 7, § 2, de la loi du 21 mai 1955. »

JUSTIFICATION.

En vue d'atteindre plus rapidement le montant de la pension correspondant à 75 % ou 60 % du salaire il semble plus raisonnable d'adapter le montant des rémunérations que de prendre un taux forfaitaire de pension pour base de calcul.

Art. 3.

Remplacer cet article par ce qui suit :

« L'article 8, § 3, deuxième alinéa, de la loi du 21 mai 1955 est remplacé par le texte ci-après :

« Lorsque deux conjoints sont admis au bénéfice d'une pension de retraite dans le cadre de la présente loi ou dans le cadre d'un autre régime de pension, les années antérieures à l'entrée en vigueur de la présente loi ne peuvent être prises en considération pour le calcul de la pension de l'épouse qu'à concurrence du nombre de celles pour lesquelles des versements ont été effectués pour la pension et pour lesquelles elle justifie d'une activité professionnelle au sens de la loi.

« Toutefois la quotité de la pension du mari afférente aux années qui ne sont pas prises en considération pour le calcul de la pension de l'épouse sera calculée sur la base fixée au § 1, quatrième alinéa, b. »

JUSTIFICATION.

Il est équitable de permettre le cumul de pensions promérites par des conjoints en raison de leur activité professionnelle et des cotisations versées. C'est pourquoi nous proposons de limiter le cumul, aux seules années au cours desquelles des versements ont été effectués en exécution d'un contrat de louages de services.

Art. 4.

Au premier alinéa supprimer les mots :

« qui a pris cours effectivement avant le 1^{er} janvier 1962 ».

VERANTWOORDING.

Ten einde tegemoet te komen aan het doel van dit wetsontwerp, stelt het amendement voor het overgangstijdvak in te korten.

De op artikel 9, sub 1, van de wet van 21 mei 1955 voorgestelde wijziging maakt het mogelijk de beroepsloopbaan op 45-jarige leeftijd als volledig te beschouwen.

De op § 2 van ditzelfde artikel voorgestelde wijziging maakt dat de jaren vóór 1926 niet langer ten laste vallen van de pensioenregeling voor arbeiders, en heeft ten gevolge dat het overgangstijdvak met 30 jaar wordt ingekort. De 45-jarige loopbaan zal immers in 1970 bereikt zijn.

Het bleek niet nuttig § 3 van artikel 9 te wijzigen, aangezien daarin reeds is bepaald dat het pensioen wordt berekend op basis van het aantal jaren die sedert 1 januari 1926 verantwoord dienen te worden.

Art. 2bis (nieuw).

Een artikel 2bis (nieuw) invoegen, dat luidt als volgt :

« De bedragen van het forfaitair loon, bepaald in het eerste lid van artikel 3 van de wet van 21 mei 1955 worden respectievelijk door « 53 333 » en « 48 333 » vervangen.

« In het tweede lid van dit artikel wordt het cijfer « 46 666 », vervangen door « 83 333 ».

« Deze bedragen worden gekoppeld aan het indexcijfer 110 van de kleinhandelsprijzen en ondergaan dezelfde schommelingen als degene die ter voldoening aan § 2 van artikel 7 van de wet van 21 mei 1955, bepaald werden voor de pensioenen.

VERANTWOORDING.

Om sneller het pensioenbedrag te bereiken dat overeenstemt met 75 % of 60 % van het loon, lijkt het redelijker het bedrag van de bezoldigingen aan te passen dan een forfaitair pensioenbedrag als basis van berekening te nemen.

Art. 3.

Dit artikel vervangen door wat volgt :

« Het tweede lid van § 3, van artikel 8, van de wet van 21 mei 1955, wordt vervangen door de volgende tekst :

« Wanneer twee echtgenoten in het raam van deze wet of in het raam van een andere pensioenregeling tot het genot van een rustpensioen worden toegelaten, mogen de jaren die aan de inwerkingtreding van deze wet voorafgaan, slechts in aanmerking genomen worden voor het berekenen van het pensioen van de vrouw ten belope van het aantal jaren waarvoor er stortingen met het oog op het pensioen werden gedaan en waarvoor zij doet blijken van een beroepsbezigheid in de zin van de wet.

« Evenwel wordt het pensioenquota van de echtgenoot betreffende de jaren die niet in aanmerking genomen worden voor het berekenen van het pensioen van de vrouw berekend op de in § 1, vierde lid, b, bepaalde grondslag. »

VERANTWOORDING.

Het is billijk dat men het cumuleren van door ieder van de echtgenoten verdiende pensioenen zou toelaten op grond van hun beroepsbezigheid en van de gestorte bijdragen. Daarom stellen wij voor het cumuleren te beperken tot de jaren waarvoor stortingen werden gedaan ter uitvoering van een arbeidsovereenkomst.

Art. 4.

In het eerste lid, de woorden weglaten :

« dat daadwerkelijk vóór 1 januari 1962 is ingegaan ».

JUSTIFICATION.

Les mêmes motifs que ceux indiqués à l'article premier justifient cet amendement.

Art. 5.

Supprimer cet article.

JUSTIFICATION.

Il ne s'indique pas de modifier les conditions actuelles d'octroi de la pension de survie. Il ne faut pas perdre de vue en effet les difficultés signalées à la justification de l'amendement proposé à l'article 2.

Art. 5bis (nouveau).

Insérer un article 5bis (nouveau), libellé comme suit :

« Le § 3 de l'article 14 de la loi du 21 mai 1955 relative à la pension de retraite et de survie des ouvriers est remplacé par le texte ci-après :

» Elle ne peut être cumulée avec une pension de retraite ou tout autre avantage tenant lieu de pension de retraite que jusqu'à concurrence du montant maximum de la pension de retraite que la veuve aurait obtenue pour une carrière complète sur la base des dispositions légales ou réglementaires applicables dans le régime de pension de retraite dans lequel elle a acquis des droits et qui lui est le plus favorable. »

JUSTIFICATION.

Le présent amendement a pour but de remédier à une anomalie résultant de la simple transposition dans la loi du 12 juillet 1957 du texte du § 3 de l'article 14 de la loi du 21 mai 1955, relative à la pension de retraite et de survie des ouvriers.

Bien que cette dernière loi ait été modifiée par la loi du 1^{er} août 1957, notamment, le § 2 dudit article 14, cette anomalie a continué de subsister car elle a vraisemblablement échappé à l'attention du législateur.

En application des dispositions du § 3 de l'article 14 de la loi du 21 mai 1955, la pension de survie d'ouvrier ne peut être cumulée avec une pension de retraite ou tout autre avantage tenant lieu d'une pension de retraite que jusqu'à concurrence du montant de la pension de retraite que la veuve aurait obtenue sur base de ladite loi pour une carrière complète d'ouvrière qui s'élève actuellement à 24 600 francs l'an.

Ces mêmes dispositions sont reprises à l'article 16 de la loi du 12 juillet 1957.

Il résulte de ces dispositions que la veuve qui bénéficie d'une pension complète de retraite d'ouvrière et d'une pension de survie d'employée peut cumuler ces deux avantages jusqu'à concurrence de la pension de retraite qu'elle aurait obtenue si elle justifiait d'une carrière complète d'employée, et ce, même si elle n'a jamais exercé cette profession.

Par contre, la veuve qui est en droit de bénéficier d'une pension de retraite partielle d'employée et d'une pension de survie d'ouvrière, ne pourra cumuler ces avantages que jusqu'à concurrence du montant de la pension de retraite d'ouvrière, soit 24 600 francs.

Une telle différence de régime n'a certes pas été voulue par le législateur.

C'est pourquoi il s'impose de modifier le texte de l'article 14 de la loi du 21 mai 1955 et par la même occasion de mettre en concordance l'article 16 de la loi du 12 juillet 1957

Art. 6.

1. — Au premier alinéa, supprimer les mots :

« qui a pris cours effectivement avant le 1^{er} janvier 1962 ».

2. — Au 2^o, 7^e et 8^e lignes, supprimer les mots :

« pour lesquelles il n'a pas été justifié d'une occupation habituelle et en ordre principal ».

VERANTWOORDING.

Voor dit amendement gelden dezelfde redenen als die ter verantwoording van het eerste artikel.

Art. 5.

Dit artikel weglaten.

VERANTWOORDING.

Het is niet wenselijk, de huidige toekenningsvoorwaarden van het overlevingspensioen te wijzigen. De moeilijkheden waarop is gewezen in de verantwoording van het op artikel 2 voorgestelde amendement, mogen niet uit het oog verloren worden.

Art. 5bis (nieuw).

Een artikel 5bis (nieuw) invoegen, dat luidt als volgt :

« Artikel 14, § 3, der wet van 21 mei 1955 betreffende het rust- en overlevingspensioen voor arbeiders, wordt vervangen door wat volgt :

» Samenvoeging ervan met een rustpensioen of met enige andere als rustpensioen geldende uitkering wordt slechts toegestaan tot beloop van het maximumbedrag van het rustpensioen, dat de weduwe voor een volledige beroepsloopbaan zou hebben ontvangen op grond van de vigerende wets- of reglementsbepalingen inzake de ouderdomspensioenregeling waarop zij aanspraak kan maken en die voor haar het voordeligst is. »

VERANTWOORDING.

Dit amendement wil een anomalie verhelpen, die ontstaan is doordat de tekst van artikel 14, § 3, der wet van 21 mei 1955 betreffende het rust- en overlevingspensioen voor arbeiders eenvoudig is overgenomen in de wet van 12 juli 1957.

Hoewel de eerstgenoemde wet, en met name § 2 van het bedoelde artikel 14, door de wet van 1 augustus 1957 werd gewijzigd, bleef deze anomalie bestaan, daar zij toen waarschijnlijk aan de aandacht van de wetgever is ontgaan.

Krachtens § 3 van artikel 14 der wet van 21 mei 1955 mag het overlevingspensioen voor een arbeider niet worden samengevoegd met een rustpensioen of met enig ander als rustpensioen geldend voordeel, tenzij tot beloop van het rustpensioen dat de weduwe volgens bedoelde wet zou ontvangen hebben voor een volledige beroepsloopbaan, d.i. momenteel 24 600 frank per jaar.

Deze zelfde bepalingen zijn overgenomen in artikel 16 van de wet van 12 juli 1957.

Hieruit volgt dat een weduwe die een volledig rustpensioen van arbeidster en een overlevingspensioen van bediende ontvangt, deze beide uitkeringen mag samenvoegen tot beloop van het rustpensioen dat zij zou hebben ontvangen op grond van een volledige beroepsloopbaan als bediende, ook al heeft zij dit beroep nooit uitgeoefend.

Daarentegen kan een weduwe die aanspraak heeft op een gedeeltelijk rustpensioen van bediende en op een overlevingspensioen van arbeidster, deze uitkeringen slechts cumuleren tot beloop van het rustpensioen voor een arbeidster, d.i. 24 600 frank.

Een dergelijk verschil in behandeling lag stellig niet in de bedoeling van de wetgever.

Daarom moet de tekst van artikel 14 der wet van 21 mei 1955 worden gewijzigd, en moet artikel 16 van de wet van 12 juli 1957 hiermee in overeenstemming worden gebracht.

Art. 6.

1. — In het eerste lid de woorden weglaten :

« dat daadwerkelijk vóór 1 januari 1962 is ingegaan ».

2. — In 2^o, 7^{de} en 8^{ste} regels, de woorden weglaten :

« waarvoor geen gewoonlijke en hoofdzakelijke tewerkstelling als bediende bewezen is ».

Art. 6bis (nouveau).

Insérer un article 6bis (nouveau), libellé comme suit :

« Les montants des rémunérations forfaitaires fixés à l'article 3 de la loi du 12 juillet 1957 sont remplacés respectivement par « 71 108, 77 231 et 69 666 » en ce qui concerne le calcul des pensions de retraite.

« Les chiffres « 75 000 » sont remplacés par « 106 666 » en ce qui concerne la pension de survie.

« Ces montants sont rattachés à l'indice 110 des prix de détail et subissent les mêmes modifications que celles prévues pour les pensions conformément aux dispositions de l'article 9, § 2, de la loi du 12 juillet 1957. »

JUSTIFICATION.

Justification identique à celle de l'article 2bis.

Art. 7.

Remplacer cet article par ce qui suit :

« L'article 11, §§ 1 et 2, de la loi du 12 juillet 1957 relative à la pension de retraite et de survie des employés est remplacé par la disposition suivante :

« § 1. Le travailleur qui justifie avoir été occupé habituellement et en ordre principal au sens de la loi du 21 mai 1955 et à ses arrêtés d'exécution pendant toute la période commençant au plus tôt le 1^{er} janvier 1945 et prenant fin à la date de son 65^e ou 60^e anniversaire, selon qu'il s'agit d'un homme ou d'une femme, ou à la date de prise de cours anticipée de la pension, a droit à la pension de retraite pour une carrière complète.

« § 2. Le travailleur qui ne justifie pas avoir été occupé pendant toute la période prévue à l'article 8 et qui ne répond pas aux conditions fixées par le § 1 du présent article mais qui justifie avoir exercé habituellement et en ordre principal successivement ou alternativement :

« soit une occupation visée à l'article premier, alinéa premier, ou à ses arrêtés d'exécution;

« soit une occupation en vertu de laquelle il a été assujéti à l'un des régimes de pension visés au deuxième alinéa de l'article premier ou au régime de pension des employés coloniaux;

« soit une occupation comme travailleur indépendant;

« pendant toutes les années comprises entre le 1^{er} janvier 1926 ou le 1^{er} janvier de l'année de son 20^e anniversaire et son 65^e ou 60^e anniversaire, selon qu'il s'agit d'un homme ou d'une femme, ou encore la date de prise de cours anticipée de la pension, a droit à une pension de retraite correspondant à une fraction dont le numérateur représente le nombre d'années civiles d'occupation justifiées au sens de la présente loi et le dénominateur le nombre d'années de la période de référence déterminée à l'alinéa premier. »

Art. 8.

Remplacer le texte de cet article par ce qui suit :

« L'article 10 de la loi du 12 juillet 1957, relative à la pension de retraite et de survie des employés, est remplacé par le texte ci-après :

« Lorsque deux conjoints sont admis au bénéfice d'une pension de retraite dans le cadre de la présente loi ou dans le cadre d'un autre régime de pension, les années antérieures à l'entrée en vigueur de la présente loi ne peuvent être prises en considération pour le calcul de la pension de l'épouse qu'à concurrence du nombre de celles pour lesquelles des versements ont été effectués pour la pension et pour lesquelles elle justifie d'une activité professionnelle au sens de la loi.

Art. 6bis (nieuw).

Een artikel 6bis (nieuw) invoegen, dat luidt als volgt :

« De bedragen van de forfaitaire bezoldigingen bepaald in artikel 3 van de wet van 12 juli 1957 worden respectievelijk vervangen door « 71 108, 77 231 en 69 666 » voor de berekening van de rustpensioenen.

« Het getal « 75 000 » wordt door « 106 666 » vervangen wat het overlevingspensioen betreft.

« Deze bedragen worden gekoppeld aan het indexcijfer 110 der kleinhandelsprijzen en ondergaan dezelfde wijzigingen als deze bepaald voor de pensioenen, overeenkomstig de bepalingen van artikel 9, § 2, der wet van 12 juli 1957. »

VERANTWOORDING.

Dezelfde verantwoording als bij artikel 2bis.

Art. 7.

Dit artikel vervangen door wat volgt :

« Artikel 11, §§ 1 en 2, van de wet van 12 juli 1957, betreffende het rust- en overlevingspensioen voor bedienden, wordt door de volgende bepaling vervangen :

« § 1. De werknemer die doet blijken dat hij gewoonlijk en hoofdzakelijk, in de zin van de wet van 21 mei 1955 en van de uitvoeringsbesluiten ervan, tewerkgesteld is geweest gedurende de gehele periode welke ten vroegste ingaat op 1 januari 1945 en eindigt op de datum van zijn 65^e of 60^e verjaardag, naargelang het een man of een vrouw betreft, of op de vervroegde ingangsdatum van zijn pensioen, heeft recht op een rustpensioen voor een volledige loopbaan.

« § 2. De werknemer die niet doet blijken dat hij gedurende het gehele, bij artikel 8 bedoelde tijdperk tewerkgesteld is geweest en die niet voldoet aan de in § 1 van dit artikel gestelde eisen, doch die doet blijken dat hij gewoonlijk en hoofdzakelijk, achtereenvolgens of afwisselend heeft uitgeoefend :

« hetzij een activiteit zoals bedoeld in het eerste lid van het eerste artikel of in de uitvoeringsbesluiten ervan;

« hetzij een activiteit waarvoor hij onderworpen is geweest aan een der in het tweede lid van het eerste artikel bedoelde pensioenregelingen of aan de pensioenregeling der koloniale bedienden;

« hetzij een activiteit als zelfstandige;

« gedurende alle jaren tussen 1 januari 1926 of 1 januari van het jaar van zijn 20^e verjaardag, en zijn 65^e of 60^e verjaardag, naargelang het een man of een vrouw betreft, of wel de vervroegde ingangsdatum van de pensionering, heeft recht op een rustpensioen dat overeenstemt met een fractie waarvan de teller het aantal kalenderjaren van tewerkstelling vertegenwoordigt in de onderhavige wet, en de noemer het aantal jaren van het in het eerste lid bepaalde referentietijdvak. »

Art. 8.

De tekst van dit artikel vervangen door wat volgt :

« Artikel 10 van de wet van 12 juli 1957 betreffende het rust- en overlevingspensioen voor bedienden, wordt vervangen door wat volgt :

« Wanneer twee echtgenoten in het raam van deze wet of in het raam van een andere pensioenregeling tot het genot van een rustpensioen worden toegelaten, mogen de jaren die aan de inwerkingtreding van deze wet voorafgaan slechts in aanmerking genomen worden voor het berekenen van het pensioen van de vrouw ten belope van het aantal jaren waarvoor er stortingen met het oog op het pensioen werden gedaan en waarvoor zij doet blijken van een beroepsbezigheid in de zin van de wet.

» Toutefois la quotité de la pension du mari afférente aux années qui ne sont pas prises en considération pour le calcul de la pension de l'épouse sera calculée sur la base fixée au § 1, quatrième alinéa, b. »

Art. 9.

Au premier alinéa, supprimer les mots :

« qui a pris cours effectivement avant le 1^{er} janvier 1962 ».

Art. 10.

Supprimer cet article.

JUSTIFICATION.

Même justification que celle de l'amendement à l'article 5.

Art. 10bis (nouveau).

Insérer un article 10bis (nouveau), libellé comme suit :

« Le § 3 de l'article 16 de la loi du 12 juillet 1957 relative à la pension de retraite et de survie des employés, est remplacé par le texte ci-après :

» Elle ne peut être cumulée avec une pension de retraite ou tout autre avantage tenant lieu de pension de retraite que jusqu'à concurrence du montant maximum de la pension de retraite que la veuve aurait obtenue pour une carrière complète sur la base des dispositions légales ou réglementaires applicables dans le régime de pension de retraite dans lequel elle a acquis des droits et qui lui est le plus favorable. »

JUSTIFICATION.

Même justification que celle de l'amendement insérant un article 5bis (nouveau).

» Evenwel wordt het pensioenquota van de echtgenoot betreffende de jaren die niet in aanmerking genomen worden voor het berekenen van het pensioen van de vrouw berekend op de in § 1, vierde lid, b, bepaalde grondslag. »

Art. 9.

In het eerste lid, de woorden weglaten :

« dat daadwerkelijk vóór 1 januari 1962 is ingegaan ».

Art. 10.

Dit artikel weglaten.

VERANTWOORDING.

Dezelfde verantwoording als bij het amendement op artikel 5.

Art. 10bis (nieuw).

Een artikel 10bis (nieuw) invoegen, dat luidt als volgt :

« Artikel 16, § 3, der wet van 12 juli 1957 betreffende het rust- en overlevingspensioen voor bedienden, wordt vervangen door wat volgt :

» Samenvoeging ervan met een rustpensioen of met enige andere als rustpensioen geldende uitkering wordt slechts toegestaan tot beloop van het maximumbedrag van het rustpensioen, dat de weduwe voor een volledige beroepsloopbaan zou hebben ontvangen op grond van de vigerende wets- of reglementsbepalingen inzake de ouderdomspensioenregeling waarop zij aanspraak kan maken en die voor haar het voordeligst is. »

VERANTWOORDING.

Dezelfde verantwoording als bij het amendement tot invoeging van een artikel 5bis (nieuw).

A. OLISLAEGER.

N. DUVIVIER.

L. PEETERS.

A. LAVENS.

III. — AMENDEMENTEN
VOORGESTELD DOOR DE HEER MAJOR.

Art. 3.

De tekst van dit artikel vervangen door wat volgt :

« In artikel 8, § 3 van de wet van 21 mei 1955, worden lid 2 en 3 geschrapt. »

VERANTWOORDING.

Op grond van de huidige tekst van artikel 8, § 3 kan de echtgenote van een arbeider, ondanks het feit dat zij haar volledige loopbaan kan bewijzen en hiervoor pensioenstortingen heeft verricht, geen rustpensioen als alleenstaande bekomen. Dit amendement strekt ertoe deze grove onrechtvaardigheid af te schaffen.

III. — AMENDEMENTS
PRESENTES PAR M. MAJOR.

Art. 3.

Remplacer le texte de cet article par ce qui suit :

« A l'article 8, § 3, de la loi du 21 mai 1955, les alinéas 2 et 3 sont supprimés. »

JUSTIFICATION.

En vertu du texte actuel de l'article 8, § 3, l'épouse d'un ouvrier ne peut obtenir une pension de retraite d'isolée, malgré qu'elle puisse justifier d'une carrière complète et qu'elle ait effectué des versements à cette fin. Le présent amendement tend à supprimer cette fâcheuse injustice.

Art. 8.

De tekst van dit artikel vervangen door wat volgt :

« In artikel 10, § 3, van de wet van 12 juli 1957, wordt lid 2 geschrapt. »

VERANTWOORDING.

Op grond van de huidige teks van artikel 10, § 3 kan de echtgenote van een bediende, ondanks het feit dat zij haar volledige loopbaan kan bewijzen en hiervoor pensioenstorting heeft verricht, geen rustpensioen als alleenstaande bekomen. Dit amendement strekt ertoe deze grove onrechtvaardigheid af te schaffen.

Art. 8.

Remplacer le texte de cet article par ce qui suit :

« A l'article 10, § 3, de la loi du 12 juillet 1957, le deuxième alinéa est supprimé. »

JUSTIFICATION.

En vertu du texte actuel de l'article 10, § 3, l'épouse d'un employé ne peut obtenir une pension de retraite d'isolée, malgré qu'elle puisse justifier d'une carrière complète et qu'elle ait effectué des versements à cette fin. Le présent amendement tend à supprimer cette fâcheuse injustice.

L. MAJOR.

A. DE KEULENEIR.

H. CASTEL.

F. CHRISTIAENSSENS.

H. BROUHON.

L. NAMECHE.